

\$75,000 par année, et nous admettons que ces gens-là méritent leur salaire.

Monsieur l'Orateur, pourquoi acceptons-nous de payer à ces gens-là des salaires aussi considérables, aussi substantiels? Parce que nous reconnaissons qu'ils ont la responsabilité de 300 ou 200 passagers derrière eux, qu'ils pilotent des appareils à travers le monde entier. Monsieur l'Orateur, nous ne voyons pas d'objection que ces gens-là soient bien payés, mais nous, les députés fédéraux, le gouvernement, le chef de l'opposition (M. Stanfield), nous pilotons 22 millions de citoyens, et parce que nous parlons d'une augmentation d'indemnités, c'est scandaleux! C'est scandaleux, nous nous «tapons» des augmentations!

Monsieur l'Orateur, c'est ici que je me demande, moi, la fameuse honnêteté mentale, professionnelle ou intellectuelle, où est-elle chez ces gens-là? Et ce sont ceux-là qui passent leur temps à «brailler» au nom de la liberté de la presse. Nous leur permettons de dire n'importe quoi contre nous, puis à l'instant où nous leur répondons, nous attaquons la liberté de la presse. Eux ont le droit de nous «descendre» tant qu'ils le peuvent. Si on leur disait quelque chose ou l'on tentait de les empêcher de parler, là on crierait au meurtre.

C'est pour cela que je disais hier au premier ministre, moi: «Envoyez-les donc faire une tournée en Europe!» Il y en a qui y vont. Récemment, moi, je vois à la télévision, au Vietnam ou dans quelque pays du Sud ou de l'Orient, mon ami Larin qui était rendu là. Payé par qui? Par Radio-Canada. Financé par qui? Par le gouvernement fédéral. Mon Larin n'avait pas l'air de trouver cela ridicule. Ce n'était pas scandaleux. Il se chauffait la couenne au soleil, c'était normal. Un autre jour, c'est mon Jean-Marc qui est rendu à Paris. Monsieur l'Orateur, cela ne veut pas dire que j'aie quoique ce soit contre Jean-Marc. Non. C'est un gars sympathique. Seulement qu'il arrête de nous faire «taper».

Je viens de parler des pilotes de l'air et de la liberté de la presse. Pendant le congé de Pâques, il m'a été donné de faire le tour de la Méditerranée, pas aux frais de Radio-Canada, pas aux frais du gouvernement, mais à mes frais à moi. J'ai visité huit pays autour de la Méditerranée dont Israël, l'Égypte, la Grèce, le Liban et la Turquie. Je regardais le comportement des gens, des politiciens et de la presse. Et, comme le très honorable premier ministre le disait hier, et j'approuvais cela à cent pour cent, un pays où les gars de la presse, les journalistes, ont autant de liberté qu'ils en ont ici, au Canada, je n'ai pas encore vu cela nulle part dans le monde entier.

Je leur conseillerais d'aller faire un tour, par exemple, à Cuba, ce n'est pas loin, on paiera à même les fonds de Radio-Canada. Ils verront cela et vont écrire contre le régime de là-bas, comme ces gens-là écrivent contre notre système à nous. Combien seraient tolérés? Qu'ils aillent faire la même chose en France! Qu'ils aillent parler contre le président de la France, ou écrire contre lui, et ils verront ce qui va arriver! Qu'ils aillent en Russie essayer de combattre le régime, ou encore en Tchécoslovaquie! Non. Ici, au Canada, nous sourions quand nous les voyons nous attaquer, mais de là à tolérer le ridicule qu'on essaie de jeter sur les députés fédéraux qui ont à assumer des responsabilités autrement plus grandes que celles des journalistes, il y a une marge! Moi je leur demande une chose, c'est d'être honnêtes. Je ne le leur demande pas, à genoux: «Donnez-nous une bénédiction.» Non. Qu'ils nous rappellent à l'ordre si nous le méritons! Mais si nous travaillons honnêtement, sincèrement, qu'on le reconnaisse, et qu'on cesse de rire de l'institution démocratique

Traitements des députés—Loi

par excellence. Le député de Lotbinière était solide le 19 décembre, mais la presse a été trop lâche pour le mentionner.

Je parlais tout à l'heure des pilotes d'avion. Parlons maintenant des sociétés de la Couronne, comme le Canadien National, par exemple. Le président de cette société touche à peu près deux fois plus que le premier ministre du Canada! Le président et le vice-président d'Air Canada, ce sont tous des gens qui touchent des salaires supérieurs à l'indemnité du premier ministre. Plusieurs sous-ministres sont mieux payés que le ministre. Dans toutes les sociétés de la Couronne, c'est la même chose.

Monsieur l'Orateur, nous ne nous opposons pas à ce que les sous-ministres et les secrétaires soient payés convenablement. J'approuve les réclamations du député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), quand il se bat pour que la Fonction publique soit bien traitée. Et le député s'opposerait à la hausse de l'indemnité parlementaire? Monsieur l'Orateur, soyons logiques et cessons de jouer aux hypocrites!

Quelqu'un me disait que le Nouveau parti démocratique s'opposerait à l'augmentation des indemnités parlementaires. Si nos néo-démocrates sont logiques ici, ils sont illogiques en Colombie-Britannique, en Saskatchewan et au Manitoba. Le premier geste du gouvernement socialiste de la Colombie-Britannique a été d'augmenter les indemnités des députés. Avec M. Barrett, je pense qu'on a doublé les indemnités. En Saskatchewan—lorsque mon ami de Nanaimo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) était premier ministre d'un gouvernement néo-démocrate—on a augmenté l'indemnité. Peut-être pas pendant que mon ami était premier ministre, mais depuis qu'il est parti, on s'est très vite voté une augmentation d'indemnités. Notre ami Schreyer était assis à la Chambre à côté de moi pendant qu'il était député fédéral néo-démocrate. Son premier mouvement, une fois au pouvoir au Manitoba, fut d'augmenter les indemnités parlementaires.

Une voix: Par session!

M. Caouette (Témiscamingue): Par session, à part cela. Et en arrivant ici, à Ottawa, sous prétexte de plaire à une partie de l'électorat, nous allons dire pour des raisons purement politiques: nous allons nous opposer à l'augmentation des indemnités parlementaires. Monsieur l'Orateur, je trouve cela de l'illogisme. En bon français, c'est de l'hypocrisie!

Monsieur l'Orateur, les sociétés de la Couronne et les gouvernements provinciaux ont vu à se verser des salaires ou des indemnités raisonnables. Pour moi, il me semble que les députés qui sont responsables, qui font leur travail de façon honnête, nous devrions les payer non seulement pour eux-mêmes mais pour l'avenir du pays. Ce matin, j'écoutais à la radio une émission où l'on disait que les jeunes se désintéressent totalement de la politique, après avoir vu ce qui s'est passé à l'enquête Cliche, de Québec, et après avoir entendu parler des scandales des ports de Hamilton ou de Québec.

Monsieur l'Orateur, il me semble que si la fonction de député, de représentant du peuple, attirait les jeunes, et ne les attirera pas en faisant ce que la presse fait en décrivant, en démolissant, et en rabaisant le rôle de député. Mais si l'on donnait à ce rôle-là tout son sérieux, toute sa valeur, nous aurions plus de jeunes aujourd'hui qui s'intéresseraient aux affaires publiques canadiennes, qui s'occuperaient de la politique véritable au Canada, non pas d'une politique partisane, mais d'une politique en profondeur, une politique qui permettrait à ces jeunes-là d'avoir espoir